



Arrêté Municipal Temporaire n° 2024-44

Autorisation d'entreprendre des travaux et autorisation de circulation

Chemin de la Fontaine, Chemin de Salomon

Le Maire de la commune de Salleboeuf,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R 411.18 et R 411.25 à R 411.28;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - Huitième partie : signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié)

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu l'intérêt général,

Considérant que ces travaux de « Reprise du chemin en GNT 0/31,5 ; busage diamètre 400 », doivent être réalisés par l'entreprise **CMR EXEDRA**, représentée par Mr MAURIN Julien.

Considérant qu'il y a lieu d'instaurer une fermeture à la circulation (sauf pour les riverains, les services techniques et de secours), Chemin de la Fontaine et Chemin de Salomon.

Les travaux seront réalisés à partir du 29/05/2024.

Durée réglementaire du chantier : 10 jours calendaires.

ARRETE

Article 1 : Autorisation d'entreprendre des travaux

Le bénéficiaire, l'entreprise CMR EXEDRA est autorisée à exécuter les travaux énoncés dans sa demande : « Reprise du chemin en GNT 0/31,5 ; busage diamètre 400 » à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Article -2 Autorisation de circuler et permis de stationnement

- La circulation des véhicules sera interdite Chemin de la Fontaine et Chemin de Salomon, sauf pour les riverains, les services techniques et de secours.
- Lors de la mise en place de la signalisation temporaire, s'assurer de la bonne visibilité en approche.

Si la nuit, le week-end ou les jours hors chantiers, il n'y a pas de gêne à l'usager, les panneaux devront être déposés.

L'entreprise doit-être joignable au numéro d'astreinte suivant : **06 18 83 16 62**, afin d'intervenir en cas de panne de signalisation détériorée.

Article 3 : Sécurité et signalisation de chantier

L'entreprise s'engage à installer toute la réglementation d'usage pour assurer une totale sécurité des administrés.

La signalisation du chantier et le pilotage seront assurés par l'entreprise **CMR EXEDRA**. Elle sera portée à l'attention des usagers par des panneaux conformes à l'instruction ministérielle du 07 juin 1977 sur la signalisation routière et autoroutière.

La fourniture et la mise en place de la signalisation seront à la charge de l'entreprise réalisant les travaux

Celle-ci sera responsable tant vis-à-vis de la commune que des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la non-conformité de cette signalisation avec la réglementation en vigueur.

Cet arrêté devra obligatoirement être affiché aux entrées de part et d'autre du chantier.

Article 4 – Implantation ouverture de chantier

La mairie contrôlera la conformité des travaux au terme du chantier, notamment les réfections de voirie et se réserve le droit de diligenter une nouvelle intervention à la charge du pétitionnaire.

La réalisation des travaux autorisés dans le cadre du présent arrêté ne pourra pas excéder une durée de 4 jours.

ARTICLE 5 : Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Article 6 : Publication et Diffusion

Le présent arrêté sera affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Salleboeuf.

- M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Tresses,
- Entreprise CMR EXEDRA,
- Mr le Policier municipal
- Madame le Maire de Salleboeuf ;

Chacun en ce qui le concerne, sera chargé de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Recours

Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux - 9 Rue Tastet, 33000 Bordeaux - dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Salleboeuf, le 28 mai 2024

Par délégation du Maire,

Régis FALXA

